

**Dominique Wolton**

*Directeur de l'Institut des sciences  
de la communication du CNRS (ISCC)*

## **ABONDANCE ET GRATUITÉ : POURQUOI FAIRE ET JUSQU'OU ?**

*entretien avec les coordonnateurs*

*Les différentes formes de diffusion ouverte de la science augmentent sa disponibilité. Peut-on dire pour autant que cela participe à sa démocratisation ?*

**Dominique Wolton :** Pour répondre à cette question, il faut poser *trois préalables*. Le *premier*, c'est qu'aucune « nouvelle » technologie de communication (télévision, radio, ordinateur, ou autre...) ne peut à elle seule provoquer une rupture. Il faut la rencontre entre un progrès technique et un projet politique pour qu'il y ait réellement une « révolution » dans la communication. La technique à elle seule ne suffit pas à transformer les rapports humains et sociaux. C'est cela l'idéologie technique, croire qu'un système technique, quel qu'il soit, modifie radicalement les rapports humains et sociaux. Il les influence, c'est évident, mais les bouleverser demande d'autres conditions, justement sociales

et culturelles. Surdéterminer l'influence technique, c'est sombrer dans le technicisme, au demeurant rassurant.

Trois exemples concrets pour illustrer l'influence, finalement déterminante, du facteur culturel et social sur la technique. Ce n'est pas l'invention de l'imprimerie qui rend possible la Réforme, mais le fait que le mouvement antérieur de critique du catholicisme trouvera dans l'imprimerie le moyen de populariser ses idées. De même, pour la radio et la télévision. La révolution des médias de masse n'a cette ampleur que parce qu'elle rencontre un mouvement politique préalable, celui de la lutte pour la démocratie et le suffrage universel. Quant à Internet, la situation est inédite car il n'y a pas eu antérieurement ou simultanément un autre projet social, culturel ou politique qui lui donne sens. Internet renforce deux dimensions essentielles de nos

sociétés, l'accès à l'information existante et l'individualisme. Elles sont déjà *dans l'ordre* de la réalité. Internet, pour le moment, est plutôt le symétrique des médias de masse, ceux-ci renforçant la problématique collective, Internet la problématique individualiste. Mais les deux appartiennent au même paradigme, que j'appelle la «société individualiste de masse», où s'opposent les deux valeurs contradictoires de notre modèle social et politique, l'individualisme et le collectif.

Pour Internet, c'est donc à l'émergence d'une autre problématique sociale qu'il faudrait être attentif, et qui lui donnerait un autre sens. *En un mot, Internet attend un projet politique.* Même si celui-ci n'émerge pas, cela ne réduit en rien son importance, renforçant la dimension individualiste de la communication avec ses avantages et inconvénients, en contrepoint de la dimension collective qui s'est développée depuis le début du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle. En un mot, il faut refuser la dichotomie actuelle qui fait du facteur technique le facteur déterminant. En réalité, il s'agit d'une interaction constante entre technique, société et culture, avec un primat pour la dimension culturelle.

Le *deuxième préalable* est un constat : tout le monde est favorable à l'accès libre à l'information, la science ou la culture, depuis deux siècles. Qui peut être contre ? Et le progrès technique permet justement cet accès généralisé à la science. Mais le problème vient du fait que l'accès à l'information, en général, n'est pas un problème technique. La technique est toujours plus simple que la société, car cet accès «libre» se fait sur fond de concurrence effrénée et d'une guerre technologique et économique extrêmement dure. La liberté individuelle est un peu le prétexte et la caution... Il y a donc une *contradiction* entre cette concurrence et l'accès libre à l'information, à la science et à des connaissances.

Enfin, *troisième point*, l'accès «universel» aux connaissances suppose deux conditions : d'une part, il faut que les récepteurs aient les capacités cognitives pour

les recevoir, les interpréter, les utiliser ; d'autre part, il faut tenir compte des problèmes de diversité culturelle non résolus par l'accès libre. On ne comprend pas la même chose selon les pays, les cultures, les modèles éducatifs... Si on rationalise trop les rapports entre science et culture, on nie le fait incontestable de la diversité culturelle. Et ceci n'a rien à voir avec «l'*objectivité* des savoirs». Les savoirs sont peut-être les mêmes, pas les contextes de réception et d'usage. On ne pense pas de la même manière selon que l'on soit à l'Ouest ou à l'Est, dans un pays chrétien, musulman ou autre, selon les langues, les modèles culturels et d'éducation, sans parler des inégalités Nord-Sud qui ne disparaissent pas parce que chacun utilise les mêmes réseaux. Accéder à tout, plus ou moins facilement et gratuitement, ne suffit pas, hélas, à modifier les inégalités de tous ordres ni à supprimer les différences culturelles et géographiques. Le village global technique ne crée pas la communication globale. Il est une prouesse technique, *non* une réalité humaine.

Il est donc trop simple de dire que la science ouverte contribue à la démocratisation. Certes nous sommes passés à un modèle de société ouverte, et rien ne se refermera jamais : il y aura toujours la mondialisation, les médias, les opinions publiques, les intérêts politiques et économiques liés aux sciences et aux techniques. Mais cela ne crée pas pour autant une mondialisation pacifique ; au contraire. Les scientifiques, par exemple, sont de plus en plus présents dans la société, contestés ou sollicités, en tout cas obligés de sortir de leur isolement, tout en devant préserver leur autonomie. Leur position est beaucoup plus complexe qu'autrefois car ils doivent apprendre à gérer ces *deux dimensions, de la présence et du retrait*. D'autant que la société a changé et n'accepte plus comme acquise «l'infaillibilité» des scientifiques, comme c'était le cas au <sup>XIX</sup><sup>e</sup> siècle. Désormais, ceux-ci doivent composer avec les multiples logiques à l'œuvre dans les espaces publics médiatisés. De même qu'il n'y

a pas une science mais des sciences et des techniques dont les modèles de rationalisation sont de plus en plus nombreux et complexes, de même ne peut-on parler de «la société» en soi.

Bref, tout se complique et le fait de croire que l'accès direct à la science serait en soi un progrès est insuffisant, voire naïf, car tout cela se fait sur fond de rapport de force, technique et économique, qui n'a rien à voir avec l'idéal de partage et de gratuité qui prévaut *a priori* dans l'idée de science ouverte. Il peut y avoir simultanément une science ouverte, accessible, et des antagonismes économiques, politiques, ainsi que l'installation de nouveaux mécanismes de pouvoir. *La société de la connaissance qui se dessine n'est ni irénique, ni dépourvue d'antagonismes et de conflits d'intérêts.*

*Le modèle de l'édition scientifique marchande est attaqué par les publications ouvertes. Peut-on se passer d'un secteur marchand et quel serait le prix à payer? Comment les institutions peuvent-elles arbitrer entre science ouverte et modèle marchand?*

Cette utopie, au sens laudatif du terme, de la science ouverte est à la fois une idéologie et une réalité. Une réalité si on pense aux masses d'informations disponibles. Mais aussi une idéologie qui voudrait que l'on puisse se passer des *intermédiaires* et établir une communication «directe» entre le producteur de connaissances et les usagers. Or, il n'y a pas de connaissances sans professions intermédiaires, sans professeurs, journalistes, bibliothécaires, documentalistes, éditeurs... Il faut nécessairement des professions qui médiatisent la connaissance. On ne pourra jamais se passer d'elles. Sauf à succomber à l'idéologie de l'utilisateur «en direct» et tout-puissant. On peut être «tout-puissant» face à l'information-service, mais pas pour l'information-politique ni pour l'information-connaissance. En outre, il faut répondre à la question «qui va payer?». Ce qui nécessite de penser les nouveaux modèles économiques

qui permettront de rémunérer les trois parties: les auteurs, les intermédiaires et les institutions.

Les institutions académiques doivent réfléchir, de leur côté, à leur rôle. Pour le moment, il y a une véritable confusion entre les émetteurs, les distributeurs et les intermédiaires... Les institutions universitaires se plient aux conditions qui leur sont faites par les éditeurs; elles ne développent guère de pensée critique sur le statut de la technique; elles se laissent piloter par le *progrès technique*. Elles pensent qu'*il n'y a qu'un chemin possible*, à partir des nouveaux systèmes techniques. C'est ce paradigme-là qui est faux. Avec une soumission au modèle anglo-saxon. Il y a un paradoxe. Le monde académique est souvent le premier à défendre l'importance du pluralisme de l'information, de la culture et des connaissances, or ici cette rationalisation et cette standardisation préjudiciables ne sont pas dénoncées. Pourtant, c'est une évidence qu'on ne rêve pas, ne parle pas, ne crée pas de la même manière partout dans le monde, y compris pour les sciences et les techniques. Et c'est la responsabilité des chercheurs en tant que producteurs de connaissances que de réfléchir au statut des industries de la connaissance, aux conditions d'ouverture de la science, à la place centrale de la guerre économique dans les sciences et techniques, au maintien de l'indispensable pluralisme de toutes les formes de cultures, à ce qui relève de l'universel et de la connaissance, et à ce qui renvoie aux rapports de force cognitifs.

Deux exemples de cette mutation. D'une part, la transformation radicale de la question des *controverses*. Avant, il y avait des *controverses* entre scientifiques mais elles ne concernaient que peu de personnes. L'espace public ouvert les rend plus visibles, mais ne les rend pas plus lisibles. En plus, et ceci est nouveau, leur échelle devient *mondiale* avec des controverses qui peuvent impliquer plusieurs points de vue scientifiques – comme on le voit pour les OGM, le climat, les nanotechnologies... – et mobiliser également les opinions publiques

et les médias, sans parler des dimensions économiques presque omniprésentes. *La mondialisation devient à la fois une ouverture, un espace public complexe et un nouveau théâtre de rapports de force.* D'autre part, la montée en puissance de toutes les sortes d'*expertises*, pour arbitrer ce jeu de rapports de force contradictoires – dont ils font partie – lié à la complexité croissante des relations entre science, technique et société. En outre, la science ouverte ne supprime pas les hiérarchies internes au monde de la science ; elle peut les rendre plus visibles, avec par exemple la présence croissante des opinions publiques et des médias, mais pas forcément les simplifier ou les modifier. Il faut donc que les universitaires et les chercheurs acceptent d'exercer leur esprit critique sur les forces et limites de cette fantastique ouverture scientifique, phénomène beaucoup plus complexe que la simple performance technique. Ceux qui sont favorables à « l'ouverture » ne sont pas nécessairement du côté du « progrès » et ceux qui s'y opposent des « réactionnaires ». Cette opposition n'est pas pertinente et les institutions scientifiques doivent rompre avec une telle approche.

#### *Comment aborder alors ces transformations ?*

Il faut que nous repensions à la racine la question de la production des savoirs, de leur diffusion, de leur réception... *Il manque des théories de la communication sur le chemin de la connaissance.* L'attitude critique suscitée par l'apparition de la radio et de la télévision n'a pas eu son équivalent face à Internet. Avec Internet, au contraire, tout est idyllique. L'utilisateur est libre, intelligent, honnête, altruiste... *Tout est noir avec les médias de masse et rose avec l'ordinateur.* L'extension des équipements et des usages a en outre été tellement rapide, tellement séduisante, tellement généralisée (même si ce n'est, il faut toujours le rappeler, qu'à une partie minoritaire de la population mondiale) que cela a empêché le développement d'une pensée critique. Les médias

de masse étaient naturellement critiqués au nom d'une prétendue passivité ; l'ordinateur est naturellement loué au nom d'une prétendue intelligence et liberté individuelle. Peut-être parce que ces techniques portaient sur « l'esprit », donnaient le sentiment d'une toute-puissance et l'idée d'une nouvelle liberté. Bref, le volume d'informations traitées et la vitesse des interactions ont légitimé l'idée de ruptures radicales, même si les systèmes d'information n'ont jamais donné naissance à des découvertes, ni substantiellement modifié la géographie des connaissances. *Le rapport information / communication / connaissance / culture reste toujours aussi compliqué.*

Interroger la « science ouverte », et plus généralement Internet, semble vouloir signifier s'opposer au « progrès » et devenir synonyme de « défense d'intérêts acquis », contre l'ouverture démocratique et égalitaire... Pas facile de s'opposer à la vulgate commune. On retrouve d'ailleurs à chaque nouvelle technologie la même utopie d'un changement de la société. Pourtant, si depuis cent ans le progrès technique dans les technologies de communication est considérable, est-ce pour autant que les hommes se comprennent et se tolèrent mieux ? *Il y a hélas peu de rapport entre le progrès scientifique et technique, indéniable dans le domaine de l'information et de la communication, et le « progrès » des hommes vers plus de compréhension.* Le monde est un village global technique, mais cela ne suffit pas à changer la société, ni à réduire les conflits et les inégalités... C'est notamment la responsabilité du monde académique que de penser ces ruptures, progrès et contradictions.

Le CNRS, comme l'Université et les grands organismes de recherche n'ont pas de position claire et originale sur ces questions. C'est plutôt le « comment s'adapter » qui domine et non pas une réflexion sur comment adapter ces techniques aux projets qui existent par ailleurs. Le monde académique, comme les journalistes d'ailleurs, est composé en majorité de

professionnels individualistes qui réfléchissent difficilement, collectivement à leurs conditions de production.

Pour penser les forces et les limites d'Internet en matière de production scientifique, il faudrait aussi avoir une *culture de la communication*. Or, c'est un sujet que le milieu académique a, depuis plus de trente ans, refusé de penser. On a réfléchi un peu à la mutation du statut de l'information, on n'a pas pensé du tout la question de la communication, pourtant beaucoup plus complexe car elle pose la question de la relation, donc de l'altérité. Il y a un manque considérable de réflexion épistémologique et de comparatisme. L'accès ouvert, libre, n'est pas synonyme de communication. Celle-ci est un phénomène *complexe* avec la rencontre de trois logiques : l'émetteur, le message, le récepteur. La révolution des tuyaux ne suffit pas à changer l'économie de la communication. Surtout s'il y a simultanément de plus en plus de messages, de récepteurs et d'interactions. Faute de réflexion théorique et paradigmatique, et faute d'un travail comparatif, les institutions scientifiques tâtonnent pour finalement se limiter le plus souvent à la seule réflexion sur les « usages », sans même interroger la continuité discutable entre information et communication, sans parler des rapports entre information, connaissance et communication.

Autre problème : on a laissé ces questions aux seules sciences sociales. Or celles-ci ne sont pas les seules à être concernées, loin de là. C'est un *enjeu commun* qui est partagé par tous les domaines de la connaissance. Mais les sciences formelles, de la nature, de la vie, de la matière se défaussent volontiers de cette réflexion indispensable, sur les sciences de l'homme et de la société, qui elles non plus, hélas, n'ont pas beaucoup réfléchi à ce nouveau paradigme, si ce n'est pour le critiquer, ou en tout cas sans y accorder beaucoup d'intérêt théorique. La communication ? La plupart du temps, elle est réduite à une caricature, à une volonté de manipuler. Bref, la communication, c'est de la « com ». Rien à

penser. Les sciences sociales ont d'ailleurs considéré, à tort, qu'elles avaient une compétence « naturelle » pour penser ces questions, sans pour autant fournir l'attention théorique et épistémologique nécessaire.

En réalité, face à ces nouveaux enjeux théoriques, personne n'a de compétence d'expertise *a priori*, et surtout il n'y a pas de travail en commun. Résultat, c'est souvent le technicisme qui l'a emporté, dans sa double face, critique ou laudative. *Bref, la mobilisation intellectuelle et critique des scientifiques a été généralement insuffisante*. Le monde académique, finalement fasciné lui aussi par la technique, a laissé de côté cette réflexion épistémologique indispensable sur les rapports entre information, connaissance et communication. Il a même abandonné un certain nombre de ses valeurs et renoncé à certaines prérogatives, comme sur les questions de propriété intellectuelle. Pour retrouver sa place dans une réflexion d'ensemble, le monde académique doit revenir à ses propres valeurs, ne pas accepter le rythme effréné des systèmes d'information, réfléchir enfin sur les enjeux théoriques de l'information et de la communication, admettre qu'il faut du temps, faire le tri, faire du comparatisme, produire des connaissances et rappeler que l'érudition est aussi indispensable que la course à la vitesse informationnelle technique.

*La science est de plus en plus anglophone. Ces formes de science ouverte pourraient-elles être une chance pour les autres langues, pour la francophonie ? Ou contribueront-elles au contraire à asseoir la position dominante de l'anglais ?*

Là encore, le monde académique n'a pas assez pensé cette mutation. Il s'est désintéressé en particulier d'une question déterminante, celle de la *traduction*. Il n'y a pas de mondialisation possible de l'information, comme de la culture ou de la connaissance, sans traduction. Le monolinguisme est un appauvrissement et ultérieurement une source de conflits : personne ne veut

abandonner ses racines linguistiques. Comment imaginer que l'on pourrait réellement se comprendre à partir de ces 500 mots d'anglais d'aéroport, certes indispensables, mais largement insuffisants pour tout échange authentique !

*Curieusement, tout le monde défend la diversité culturelle sans défendre sa première condition : la diversité linguistique !* Et quel décalage entre la prise de conscience concernant l'importance de la diversité écologique et l'indifférence polie à l'égard de la diversité culturelle ! Ce n'est pas l'accès facilité à toutes les informations et connaissances du monde qui résoudra cette question centrale pour la paix et la guerre de demain. Chacun le sait : dans l'histoire, les guerres à caractère culturel (religion, liberté, modèle politique, etc.) sont parmi les plus violentes. Les traductions sont des moyens de « réduire » l'incommunication, en tout cas de la reconnaître, de la penser et de ne pas la sous-estimer. C'est pourquoi nous venons de publier en deux ans deux numéros d'*Hermès* sur le thème « Traduction et mondialisation » comme pour tirer la sonnette d'alarme.

Nous sommes devant un nouveau défi : défendre le modèle universaliste de la connaissance, mais cet universalisme doit être aujourd'hui repensé à l'aune des identités culturelles et de la question des langues. La traduction des publications, notamment scientifiques, est le prix à payer pour que la mondialisation puisse être filtrée et appropriée par les cultures régionales.

Le problème n'est pas seulement celui de l'anglais, mais plutôt celui de l'illusion selon laquelle avec 300 ou 500 mots (en anglais ou dans tout autre langue), on pourrait se comprendre. C'est un peu le défaut des scientifiques que de croire que leurs propos « courts » et « rationnels » suffisent. Ils ont pourtant une fréquente difficulté à communiquer, à sortir d'eux-mêmes, à aller vers les collègues. Quand ils sortent de leur milieu professionnel pour aller vers la société, ils sous-évaluent fréquemment la complexité de la communication et affir-

ment facilement que cette question ne les concerne pas, jusqu'à ce qu'ils butent sur elle... Même en physique, mathématique, biologie... on voit bien la nécessité, et la difficulté, de la communication. Dans le domaine de la politique internationale, par contre, on sait très bien qu'il faut des traductions et du temps. Pourquoi le monde académique est-il le premier à penser que l'on peut tout faire dans une langue qui n'est pas la sienne ? Pourquoi sous-estime-t-il la complexité de la communication, alors même que lui-même en fait l'expérience dès qu'il sort vers la société... D'autant que dans tout ce qui concerne la communication et la société, les mots sont aussi des concepts.

Publier en anglais ne suffit pas à se faire reconnaître par la communauté anglo-saxonne car il n'y a pas seulement un problème de traduction, mais aussi de cadre culturel, de rapports de force et surtout de concurrence ! La communauté scientifique mondiale n'est pas irénique, la compétition et les rapports de force y sont omniprésents. Il suffit de voir la guerre des prix Nobel. Croire qu'utiliser la langue dominante suffit pour être à égalité, ou pour prendre un avantage par rapport à ses concurrents restés nationaux est malheureusement naïf. *La traduction est le passeport pour aller vers l'autre.* Bien sûr, cela coûte cher, en argent et aussi en temps. Mais on ne va pas gagner en efficacité en supprimant les langues nationales ! Là aussi, c'est faute d'avoir pensé la communication que l'on a pu renoncer aussi facilement à la traduction et au rôle central des langues nationales.

Il faut d'ailleurs ouvrir cette question de la langue et penser aux cinq grandes aires linguistiques, espagnole, portugaise, française, russe et arabe, qui sont les mieux réparties dans le monde, même si ce ne sont pas les langues les plus parlées. Elles permettent de faire des liens, des petits passages entre les différentes cultures. *Si la transmission technique ne prend pas beaucoup de temps, ni d'argent, la réception par les hommes et les sociétés en*

*prend énormément, comme chacun le constate. Y compris dans le domaine scientifique... L'incommunication demeure souvent l'horizon, malgré les promesses de la communication technique généralisée.*

Les sociétés ouvertes permettraient peut-être que tout soit public et accessible, mais une journée n'a que 24 heures, la connaissance n'est jamais de l'ordre du «tout», et de toute façon le fait de penser et créer consiste justement à sortir de l'abondance, à s'échapper et à trouver un chemin inattendu. Avec l'abondance des données, on perd en profondeur historique ou cognitive, et souvent en distance critique, là où l'on gagne en volume et vitesse. En outre, la «loi» de Google qui veut que la valorisation aille aux documents les plus consultés n'a pas nécessairement de sens dans les domaines des sciences et de la culture.

Il faut bien sûr voir aussi les aspects positifs de cette multiplication des savoirs ouverts. Cette navigation non totalement maîtrisée, un peu aléatoire, ouvre *aussi* sur de l'inattendu, sur des associations d'idées involontaires et de nouvelles créations. On pense aussi, et souvent, à

partir de rencontres imprévues, et les systèmes d'information sont incontestablement un atout pour accélérer cette «connaissance aléatoire».

Autrement dit, il faut arriver à *penser ensemble deux logiques complémentaires et contradictoires*. Les systèmes d'information sont un moyen supplémentaire d'ouverture, de circulation et d'accès aux savoirs, favorisant incontestablement l'ouverture d'esprit et la création. D'autre part, et contradictoirement, ces merveilleuses techniques ne suffisent pas malgré leur performance à assurer une communication généralisée. Personne ne veut tout penser et tout savoir, et cette abondance qui existe pour la première fois dans l'histoire de l'humanité ne suffit pas à assurer des progrès dans la communication. Oui à toutes les innovations et les inventions qui permettent de bousculer les pouvoirs acquis et les frontières de tous ordres. Non à l'idée de croire que le progrès technique dans l'information, la culture, la connaissance et la communication permettrait de créer un monde plus «intelligent», tolérant et moins inégalitaire.